

LE « TEMPS LOCAL » DES MERCENAIRES (1978-1989) : UNE LOGIQUE GLOBALE POUR L'AFRIQUE DU SUD ET LA FRANCE DANS LA GUERRE FROIDE

Walter BRUYERE-OSTELLS
Professeur d'Histoire contemporaine
Sciences Po, Aix en Provence

Résumé : L'installation de mercenaires français aux Comores entre 1978 et 1989 s'articule aux logiques géostratégiques de guerre froide dans l'ouest de l'océan Indien. Ce « temps global » pousse la France à redéployer différemment sa présence dans la région et ses points d'appui entre La Réunion et Djibouti. Son attention se porte sur le canal du Mozambique (îles Éparses) mais elle rend également possible « le temps local » du régime d'Ahmed Abdallah aux Comores en lien avec l'Afrique du sud. La fin de la guerre froide entraîne la chute des mercenaires aux Comores et la fin de l'apartheid en Afrique du sud sans remettre en question, en revanche, la réorganisation opérée précédemment de la géographie militaire de la France.

Mots-clés : géographie militaire française – Afrique du sud – Comores – mercenaires – contestations territoriales – guerre froide

Abstract: *Geostrategic logics of Cold war in the Western Indian Ocean explains the installation of French mercenaries in the Comoros between 1978 and 1989. This “global time” makes France redeploying its presence in the region and its strategic military bases from Djibouti to the Island of Reunion. Its attention is focused on the Mozambique Channel (Scattered Islands) but France also the “local time” of Ahmed Abdallah's regime in the Comoros linked to South Africa. The end of Cold war leads to the fall of mercenaries in the Comoros and to the end of the apartheid in South Africa. Nevertheless France maintains its military geography after 1989 in the region.*

Key words: *French military geography – Republic of South Africa – Comoros – mercenaries – disputed sovereignty – Cold war*

De 1978 à 1989, sous la présidence d'Ahmed Abdallah, une Garde présidentielle des Comores est créée et confiée à des mercenaires français qui ont fait le coup d'état l'ayant ramené au pouvoir. Ces hommes jouent un rôle prédominant dans la politique diplomatique et militaire comorienne. En apparence, leur place peut s'expliquer par le vide créé par la décolonisation française en 1975. L'effort d'influence postcoloniale déployé par Paris semble très centré sur le Golfe de Guinée, à l'Ouest de l'Afrique. La géographie militaire française s'organise autour du « pré carré » et les relais diplomatiques de Paris sur le continent sont principalement des états du rivage atlantique (Gabon, Côte d'Ivoire, Sénégal ou Maroc). Par ailleurs, la Grande-Bretagne opère un retrait de l'ouest de l'océan Indien dans la même période. On en conclut souvent au désintérêt des puissances européennes ou des États-Unis pour la zone. Cette lecture selon laquelle cette mer « a traditionnellement été l'océan négligé, en marge des centres de pouvoir et de conflits » est largement présente dans la littérature scientifique¹. La France conserve cependant des départements et territoires d'outre-mer dans l'océan Indien dont l'île de Mayotte, séparée du reste des Comores à l'indépendance en 1975. On peut également remarquer qu'en 1977, l'indépendance djiboutienne donne lieu à une négociation sur le maintien d'une présence militaire française sur place. Certes, cette demande de Paris peut être lue comme un outil de pénétration en Afrique orientale. Il convient néanmoins de considérer qu'il s'agit, en premier lieu, d'un point d'appui dans le corridor maritime que constitue la mer Rouge entre Méditerranée et océan Indien. Cet article se propose ainsi de réinterroger cette idée que l'océan Indien constitue une zone périphérique pour la France à l'aune du durcissement (ou du réchauffement) de la guerre froide en Afrique australe et de l'installation des mercenaires au sein de la garde présidentielle comorienne de 1978 à 1989. L'Afrique du Sud, à laquelle la France fournit des armes depuis les années 1960, y est un acteur clé pour le « monde libre ». Or, l'Afrique du Sud est également un soutien très important de la garde présidentielle et des mercenaires aux Comores. Pour sa part, Paris a précédemment employé leur chef, Bob Denard², sur d'autres théâtres africains, laissant envisager un triangle France-Afrique du sud-Comores dans la « guerre fraîche ». Ainsi, une lecture articulant les échelles locale (la garde présidentielle aux Comores), régionale (Afrique australe et Ouest de l'océan Indien) et globale (France) permet de réinterroger cette idée de périphérie dans une relecture diachronique fine de la fin de la guerre froide. Il s'agirait plutôt de comprendre comment la région s'inscrit dans un réseau de points d'appui, français et du bloc de l'ouest, dont l'importance est réactivée par la poussée communiste au sud du continent africain à partir de la fin des années 1970. Pour ce faire, on peut observer un « temps local » de l'histoire des Comores entre 1978 et 1989. Il convient ensuite d'inscrire « l'approche indirecte » que constitue l'emploi de mercenaires dans la logique globale du maintien d'un rôle significatif de la France dans l'ouest de l'océan Indien. Cette « approche indirecte » est également celle de l'Afrique du Sud avec laquelle la France coopère dans le cadre global de la guerre froide en Afrique.

¹ *Journal of the Indian Ocean Region*, 2010, p.1

² Walter BRUYERE-OSTELLS, *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2014.

D) LE TEMPS LOCAL DES MERCENAIRES : UNE VIE POLITIQUE SUR FOND MILITAIRE EN LIEN AVEC LA FRANCE ET L'AFRIQUE DU SUD

Le 13 mai 1978, Bob Denard renverse avec une équipe de 22 mercenaires le président comorien Ali Soilih. En 1975, il avait participé à la prise de contrôle de l'archipel par Ali Soilih contre Ahmed Abdallah, porteur de l'indépendance contre la France. Le rapprochement entre Ali Soilih et la Chine d'une part et, d'autre part, le désir d'installer durablement ses mercenaires dans un pays, peuvent, à première vue, expliquer l'opération de Bob Denard.

A. Les mercenaires aux Comores, une « approche indirecte » dans la stratégie française

Il semble également que cela converge avec les intérêts de Paris dans la région. L'action est menée alors que les autorités françaises ont été tenues au courant. Bob Denard a toujours défendu la thèse selon laquelle l'opération du 13 mai 1978 a été couverte par le Service de Document Extérieure et de Contre-Espionnage (SDECE), en liaison directe avec l'Élysée et sa cellule africaine dirigée par René Journiac³. Selon lui, le président Valéry Giscard d'Estaing a été informé personnellement au matin du 13 mai 1978 de la réussite du débarquement. Plusieurs personnalités liées à ce dossier, ou aux services secrets, avalisent cette version, à commencer par Claude Silberzahn, directeur de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE) de 1989 à 1993 interrogé sur les mercenaires dans un documentaire intitulé *Bob Denard, le sultan blanc des Comores*⁴. Directeur de cabinet du chef du SDECE entre 1977 et 1981, Michel Roussin affirme à son tour, lors du procès des mercenaires pour le putsch de 1995, que le 13 mai 1978 a été couvert par le SDECE⁵.

Très rapidement, la garde présidentielle devient l'unité d'élite des Comores et de stabilisation des mercenaires fidèles à Bob Denard. Statutairement, ces hommes sont désormais des « officiers servant à titre étranger » sur le modèle de la Légion étrangère française, à ceci près que le modèle est inversé entre nationaux (sous-officiers et soldats comorien) et cadres européens⁶. Au moment de la création de l'unité, en 1979, les effectifs sont de 200 « Comoriens » et 20 « techniciens étrangers »⁷. Elle compte environ 700 hommes à la chute du régime d'Ahmed Abdallah en 1989 dont une trentaine de cadres européens. Précédemment engagés dans les opérations mercenaires des années 1960-1970 en Afrique, ces Européens sont presque exclusivement français ou belges. Entre 1978 et 1989, de nouvelles générations sont recrutées en France avec un profil d'étudiants ayant le statut d'officier dans un service national long ou d'officiers de réserve⁸.

³ Voir notamment Bob DENARD, *Corsaire de la République*, Paris, R. Laffont, 1998.

⁴ Laurent BOULLARD *Bob Denard, le sultan blanc des Comores*, Paris, France O « Archipels », 2012, film documentaire de 59 minutes.

⁵ Archives privées Bob Denard, carton 88, pièces afférentes aux échanges avec son avocat lors de l'affaire n° 9528637979 devant la 14^e chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris. Conservé dans les locaux de l'association Orbs Patria Nostra, ce fonds regroupe les papiers amassés par Bob Denard au cours de sa carrière. Il est actuellement en cours de transfert vers les Archives nationales. Les numéros de cartons indiqués correspondent au classement tel qu'il existait dans les locaux d'Orbs Patria Nostra. Les documents reproduits proviennent du site de l'association : <http://www.orbspatrianostra.com> (consulté en novembre 2018)

⁶ Ce statut des cadres étrangers est défini par le décret de création de la GP. Bob Denard en rend compte dans un mémo manuscrit intitulé *Mémo GP89/OPS 95* daté du 23 juin 1996, archives privées Bob Denard, carton 44.

⁷ Texte dactylographié intitulé « De l'esprit de la coopération entre la République islamique des Comores et la République française, Archives privées Bob Denard, carton 42.

⁸ Voir Walter BRUYERE-OSTELLS, *Dans l'ombre de Bob Denard*, op. cit., p. 172 et suivantes.

D'ailleurs, après trois années d'interruption brutale, la coopération militaire avec Paris est rétablie. Ce retour à de solides relations avec la France doit permettre à la garde présidentielle (GP) de légitimer son pouvoir à l'intérieur de l'archipel. En effet, la reprise de relation avec Paris s'explique par la possibilité d'utiliser l'argent français pour le développement des Comores :

« La coopération avec la France est d'abord une exigence... de notre Histoire. Elle a un caractère naturel. Une partie de notre peuple l'a mieux compris pour des raisons historiques. Le reste du peuple comorien a mesuré ce que l'absence de cette amicale coopération pouvait entraîner quand exploitée malhonnêtement par l'un des siens, avec ses abus et son cortège d'injustices, de misères et de malheurs. La coopération bien comprise doit en premier lieu ne pas porter atteinte aux aspirations profondes des peuples qu'elle gage. Elle se fortifie dans le respect des coutumes et des idéaux de chacun. Cette coopération devrait aider d'abord les Comoriens de toute origine à s'élever de façon harmonieuse dans une communauté enfin retrouvée et dans la sécurité du pays au sens large du terme. Bien menée, cette coopération devrait servir de trait d'union, de 'dénominateur commun' dont l'archipel a grand besoin »⁹.

Certes, les mercenaires de la GP sont les premiers à tirer bénéfice du renforcement des relations diplomatiques et militaires avec la France. Bob Denard rappelle le potentiel que constitue la position géographique des Comores : « Est-il besoin de rappeler combien ce sujet est par définition sensible pour ce qu'il peut impliquer d'engagement politique, voire idéologique dans un monde particulièrement turbulent à cet égard ? Il est sensible pour le poids stratégique, fut-il modeste, qu'il peut apporter à celui qui paraît en bénéficier et par là même est refusé à celui qui le convoite [...] »¹⁰. Rappelant son emprise sur la vie politique comorienne, Bob Denard rappelle qu'il peut être avec la GP le promoteur des intérêts militaires français dans la région : « Le gouvernement comorien examinera avec bienveillance toute demande en ce sens et favorisera l'implantation permanente de structures d'accueil, facilités navales et aériennes »¹¹.

B. Bob Denard, le « Sultan blanc des Comores », et ses hommes au cœur de la vie politique comorienne

Sur le plan intérieur, Bob Denard peut assurer les élites comoriennes des différents avantages de ce rapprochement avec la France puis avec l'Afrique du Sud. En premier lieu, l'archipel peut compter sur l'appui de ces deux puissances en cas d'agression extérieure. Le risque de se voir menacer par des voisins idéologiquement hostiles (à commencer par Madagascar qui s'est fortement rapproché du bloc de l'Est depuis 1975) et potentiellement belliqueux. D'ailleurs, des déclarations hostiles sont envoyées à Moroni dans les premières semaines qui suivent le coup d'état (Madagascar mais aussi les Seychelles, la Libye ou le Mozambique)¹². Les relations se normalisent toutefois assez rapidement entre le régime d'Ahmed Abdallah et ses voisins sous le regard bienveillant de la France.

Les accords signés avec Paris permettent ainsi aux mercenaires de devenir des

⁹ Archives privées Bob Denard, carton 42, extraits du texte dactylographié non daté et intitulé « De l'esprit de la coopération entre la République islamique des Comores et la République française ».

¹⁰ *Idem.*

¹¹ *Idem.*

¹² Archives privées Bob Denard, carton 58.

acteurs majeurs de la scène politique des Comores. Ils constituent la première force de sécurité du nouveau régime : environ 700 hommes en 1989 dont une trentaine de cadres européens dans la GP. Elle constitue également un agent officieux du développement économique du pays. La GP met à disposition ses moyens militaires pour participer au développement des infrastructures (génie, électricité,...)¹³. Une ferme-modèle est même créée à Sangani, autour d'un vaste *impluvium*, afin de surmonter les problèmes d'irrigation que pose le sol volcanique des Comores. Des capitaux sud-africains permettent notamment la construction de deux ensembles hôteliers. Cette fois, les mercenaires semblent bien installés aux Comores¹⁴.



Bob Denard, le commandant Charles et des membres comoriens de la Garde présidentielle.
 Crédit : <http://www.orbspatrianostra.com/albums-photos/galerie-photos-comores-1978.html>

Ils apportent satisfaction au président Abdallah : « On n'entend plus parler d'elle mais elle est toujours aussi efficace »¹⁵. Rassuré par cette force à son service, le régime restreint petit à petit l'expression de formes d'opposition. En 1982, l'Union Comorienne pour le Progrès (UCP), ou « parti bleu » fidèle au chef d'État devient l'unique représentation politique autorisée. Lors de l'élection présidentielle de 1984, Ahmed Abdallah est le seul candidat et se voit donc reconduit dans ses fonctions par un vote largement favorable le 30 septembre. Mercenaires et régime en place semblent pouvoir imaginer le contrôle de l'État pour de longues années. Dans le même temps, cette

¹³ Ces actions expliquent la nostalgie d'une partie de la population dans les années 1990 et jusqu'à nos jours pour le régime d'Achmed Abdallah (entretien téléphonique avec Cheikh Hafedh Abdourazakou, fils du général en chef de la gendarmerie comorienne dans les années 1980, 4 juillet 2013).

¹⁴ Walter BRUYERE-OSTELLS, *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989*, op. cit., p 187.

¹⁵ Rapport effectué à Moroni le 29 novembre 1979 sur l'entretien avec le président Ahmed Abdallah.

perspective provoque des tentatives de renversement militaire par une opposition désormais poussée dans la clandestinité ou dirigée depuis l'étranger. En 1985, une première tentative de putsch est ourdie au sein des militaires du rang et des sous-officiers comoriens de la garde présidentielle contre leurs cadres européens, en lien avec des opposants socialistes¹⁶. Ainsi, sous le prisme de l'organisation politique des Comores dans laquelle l'opposition est associée à la période Ali Soilih et aux liens avec le bloc de l'Est (plutôt la Chine que l'URSS), cette opposition clandestine éventuellement prête à l'insurrection armée doit surtout être comprise comme une contestation de la prédominance des mercenaires français associée au tournant autoritaire du régime d'Ahmed Abdallah.

Une nouvelle action est tentée le 30 novembre 1987 mais elle est à nouveau déjouée et ses protagonistes arrêtés. Le principal but des intéressés est la libération de prisonniers politiques retenus dans l'une des implantations militaires réservées à la garde présidentielle, le camp d'Itsoundzou. Le 6 décembre 1987, à 4 heures du matin, trois des comploteurs s'évadent. Poursuivis, ils sont abattus. Après les formalités d'usage, les familles sont informées des événements et invitées à récupérer les dépouilles pour les enterrer suivant les rites confessionnels islamiques. Pour éviter la propagation de fausses nouvelles, d'autres prévenus sont présentés à leurs familles qui peuvent constater leur bon état de santé¹⁷. Toutefois, le lien de confiance entre les mercenaires et une partie de la population comorienne est désormais rompu. Ce divorce est accru par une attitude autoritaire, ressentie comme une morgue de plus en plus affichée, dans la vie quotidienne. Les accusations de torture contre l'opposition se diffusent de plus en plus¹⁸.

Finalement, la dimension de plus en plus coercitive prise par la présence des cadres français de la GP ne parvient pas à étouffer les velléités d'opposition démocratique. Or, l'année 1989 est marquée par la fin du second mandat présidentiel d'Ahmed Abdallah. La Constitution prévoit qu'il laisse la place à un nouveau chef d'État. L'opposition s'empare donc de cette opportunité et fait très largement circuler dans l'archipel un opuscule qui dénonce « la dictature de l'incompétence » et affirme que « sans un bouleversement de la situation, les Comores risquent de s'enfoncer plus encore dans le marasme. La pièce qui se joue (...) menace de tourner au drame »¹⁹. Ahmed Abdallah propose un référendum de modification de la Constitution pour lui permettre de se représenter qui reçoit un écrasant assentiment (92,5 % des voix). Pourtant, 4 000 personnes viennent assister à un meeting de l'UNDC, parti d'opposition emmené par Mohamed Taki²⁰.

Par ailleurs, à l'heure des plans d'ajustement imposés par le FMI, Ahmed Abdallah se voit obligé de réduire le budget des dépenses de l'État de façon drastique et s'expose à la colère des forces armées, principalement touchées, contrairement à la GP. Durant l'été 1989, dans ce climat moins favorable, Bob Denard organise dans les rues de Moroni un grand défilé militaire de la garde présidentielle et de ses matériels pour

¹⁶ Voir notamment Archives privées Bob Denard, carton 44, compte rendu d'interrogatoire du 13 mars 1985.

¹⁷ Récit des événements d'après le rapport classé confidentiel « Synthèse des événements des 30 novembre et 6 décembre 1987 » du 16 décembre 1987, Archives privées Bob Denard, carton 44.

¹⁸ Voir par exemple Archives privées Bob Denard, carton 44, lettre du 28 mars 1985 du représentant en France du FDC à l'ambassadeur des Comores à Paris.

¹⁹ *Comores : le vent tourne* cité par Pierre LUNEL, *Bob Denard. Le roi de fortune*, Paris, Éditions n°1, 1991, p. 612.

²⁰ Selon la Banque mondiale, les Comores comptent alors environ 400 000 habitants sur l'ensemble de l'archipel et la ville de Moroni comprend environ 30 000 habitants.

regagner du crédit ou pour afficher la puissance de sa troupe contre de nouvelles velléités d'en renverser les cadres mercenaires. Cette question ne se pose plus à la fin de l'année.

Commandité par la France, un rapport du capitaine Barril préconise la dissolution de la garde présidentielle²¹. Après une inspection en septembre à Moroni, l'ancien chef du GIGN propose que cette mesure soit mise en application avant la fin de l'année. Malgré la démonstration de force de Bob Denard, la position des mercenaires est brutalement affaiblie. Dans la nuit du 26 au 27 novembre 1989, les mercenaires organisent une fausse attaque contre le palais présidentiel pour mieux convaincre Ahmed Abdallah du nécessaire maintien de la troupe commandée par les mercenaires pour sa sécurité personnelle. Au cours des négociations qui s'ensuivent, le président est tué dans son bureau par l'un des mercenaires de la garde présidentielle. Craignant des troubles induits par la vacance du pouvoir, la France déclenche une opération militaire de stabilisation en attendant l'élection d'un nouveau chef d'État. L'opération Oside se termine par le départ des mercenaires des Comores.



Prise d'armes : la Garde au drapeau au camp de Kandani. Crédit :
<http://www.orbspatrianostra.com/albums-photos/galerie-photos-comores-1978.html>

Ainsi le « temps local » des mercenaires aux Comores épouse-t-il assez largement la chronologie de ses rapports avec Paris, aussi bien dans l'affirmation de leur importance politique après le coup d'état que dans la rapide dégradation de leur position en 1989. Sans doute faut-il y voir un effet de la politique plus globale mise en œuvre par Paris dans l'ouest de l'océan Indien.

²¹ Ancien numéro 2 du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), il participe à la fondation de la cellule antiterroriste de l'Élysée au cours du premier mandat de François Mitterrand. En 1989, Paul Barril est officiellement en retraite mais reste proche de l'Élysée. Il est à la tête de plusieurs sociétés de sécurité (dont Secrets) et conseille également des chefs d'État africains (notamment Félix Houphouët-Boigny).

II) LE TEMPS DE LA FRANCE : RÉORGANISER SA PRÉSENCE ET SON INFLUENCE DANS L'OUEST DE L'OCÉAN INDIEN APRÈS LA DÉCOLONISATION MALGACHE ET COMORIENNE

L'océan Indien semble une zone un peu délaissée par Paris dans la seconde moitié des années 1950, après le retrait français d'Indochine. En réponse aux indépendances des colonies africaines proclamées à partir de 1960, la France a rapidement su organiser le maintien de son influence sur le continent, se construisant un « pré carré » dans laquelle le maintien de sa présence militaire et des relais diplomatiques lui garantissent de répondre aux principaux objectifs assignés par le président de Gaulle à son Secrétariat aux Affaires africaines et malgaches, à savoir l'approvisionnement en matières stratégiques (pétrole notamment), des marchés réservés pour l'exportation française et des voix alignées sur celle de la France sur la scène mondiale²².

A. Un nouveau maillage mis à mal par la Seconde République malgache

Une relation privilégiée avec Madagascar devenue indépendante se traduit par le maintien d'un dispositif militaire français imposant. En 1967, 20 % des effectifs de l'armée française hors métropole sont concentrés à Madagascar²³. La « Grande Île » est le siège de la Zone outre-mer 3 (ZOM3) qui couvre l'océan Indien²⁴. La base navale de Diego-Suarez est au cœur du dispositif français. Le 2^e bureau des forces françaises assure une collecte de renseignements militaires sur les activités dans l'ouest et sud de l'océan²⁵.

L'intérêt de Paris pour la région doit alors être lu à l'aune des événements au Proche-Orient. La fermeture du canal de Suez à partir de la guerre des Six-Jours se prolonge jusqu'en 1975 obligeant les pétroliers venus du Golfe à emprunter la route du Cap de Bonne-Espérance. Le retrait des forces britanniques de la région ouvre la voie à une réorganisation des équilibres de puissance. La fin du « lac de paix » sous contrôle britannique laisse surtout place à une course entre l'URSS et les États-Unis pour s'imposer dans la région. Lancé par un premier accord en 1966, le passage de relais de Londres à Washington choque les états riverains, notamment l'Inde et le Sri Lanka. En effet, les deux capitales occidentales annoncent, le 15 décembre 1970, leur intention de signer un nouvel accord en vue d'installer une « station commune de communications par satellites » à Diego-Garcia, atoll de l'archipel des Chagos, au centre de l'océan Indien. L'objectif est de mieux pouvoir surveiller la pénétration navale soviétique dans la zone. Finalement, les travaux pour l'implantation d'une base américaine débutent en 1971.

Paris décide alors d'accroître sa présence et met sur pied un commandement opérationnel sous les ordres d'un amiral commandant la zone de l'océan Indien. Le groupe naval *Mascareignes* rejoint l'océan Indien en février 1972 pour une première

²² Jean-Pierre BAT, *Le syndrome Foccart : la politique française en Afrique de 1958 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2012.

²³ Archives Nationales (AN), AG/5(F)/2101, Défense à Madagascar et dans l'océan Indien (1967-1971).

²⁴ *Idem*.

²⁵ AN, AG/5(F)/2753.

campagne de six mois²⁶. En 1972, vingt-six bâtiments se succèdent, visitant une soixantaine de ports dans une trentaine de territoires. Le dispositif français prend davantage d'ampleur à partir de 1974²⁷. C'est dans ce contexte qu'est forgé le concept de « zone de paix » à partir de 1971 par ces mêmes États afin de se prémunir de toute ingérence et d'empêcher la multiplication de bases étrangères.

Cependant les plans français sont bouleversés par la révolution malgache de 1972 poussant le président francophile Philibert Tsiranana à se retirer. L'un des grands commis du système Foccart, Maurice Delauney, est nommé ambassadeur à Tananarive. Face à l'« amiral rouge », Didier Ratsiraka, à la tête du ministère des Affaires étrangères, il doit s'incliner ; les nouveaux accords de défense, annoncés dès janvier 1973 et finalisés le 4 juin, officialisent le retrait français²⁸. Le Commandement des Forces Armées de la Zone Sud de l'océan Indien (FAZSOI) est transféré à La Réunion. Conséquence de la rupture entre Madagascar et l'ancienne tutelle coloniale, des contentieux territoriaux s'ouvrent sur des îles situées dans le canal du Mozambique. Administrativement rattachées par la France coloniale à Madagascar, elles n'avaient pas fait l'objet de discussions au moment de l'indépendance²⁹.

Les îles Éparses sont alors placées sous l'autorité directe du Ministre de l'Outre-mer et le préfet de La Réunion est chargé de les administrer. Si la souveraineté française sur les îles Éparses n'avait fait l'objet d'aucune contestation, celle-ci apparaît en 1973 à la suite de la rupture des relations avec Paris souhaitées par Didier Ratsiraka. De plus, à son tour en 1976, Maurice réclame la souveraineté sur Tromelin. Ainsi, le début des années 1970 est marqué par une volonté nette d'acteurs locaux de ne plus laisser les puissances occidentales et/ou anciennes tutelles coloniales exercer un contrôle jugé stratégique dans l'ouest de l'océan Indien.

B. Entre renforcement de la présence militaire et « approche indirecte » aux Comores : demeurer une puissance capable de se projeter dans toute la région

Logiquement, en tant que puissance régionale bien positionnée pour contrôler le canal du Mozambique et pour articuler un système Djibouti-Iles Éparses-Mayotte-Réunion, Paris ne souhaite pas se laisser déposséder de ces îles. Sa capacité à exercer son rayonnement s'est également construite sur des relations privilégiées avec les anciennes colonies britanniques (Seychelles et Maurice) où la Marine vient faire relâche. La France est d'autant plus attachée à renforcer son maillage que la poussée des pays du bloc de l'Est se fait sentir. Outre Madagascar, l'Éthiopie, le Mozambique, la Somalie ou la Tanzanie se sont rapprochées de l'URSS ou de la Chine. Sans que cela nuise jusqu'à l'influence de Paris, Pékin a également établi des relations avec les différentes îles de l'ouest de l'océan Indien. Cette recomposition des influences mais aussi des présences militaires explique d'ailleurs la volonté de geler le processus de montée en puissance des

²⁶ Jean-Marc BALENCIE, « Le renforcement de la présence navale française en océan Indien au début des années 1970 », *Stratégie*, n°54, 1992-2, p. 257-27.

²⁷ Laurent SUTEAU, « La diplomatie navale au service du maintien de la paix : l'opération Saphir II et l'indépendance de Djibouti », *Stratégie*, n° 89-90, 2008-1, p. 189-211.

²⁸ AN, AG/5(F)/2075.

²⁹ La France prend le contrôle de l'île de Tromelin au XVIII^e siècle. En 1892, la possession française s'étend aux Glorieuses, après une missive d'Hyppolite Caltaux (citoyen français qui les occupait de sa propre initiative) au gouverneur de Dzaoudzi pour le prévenir que les Anglais désiraient les annexer²⁹. Puis c'est le tour de Juan de Nova, Bassas da India et Europa. En 1896, ces îles Éparses sont rattachées, à la colonie française de Madagascar.

déploiements et de faire de la région une « zone de paix ».

Dans ce contexte, Paris décide d'une présence militaire dans les Éparses à partir de cette même année 1973. Celle-ci sera assurée par les forces armées dans la zone sud de l'océan Indien (FAZSOI). Un détachement de quelques hommes du 2^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine (basé à Saint-Pierre de La Réunion) s'installe dans les îles Juan de Nova et Europa, tandis qu'un détachement de la légion étrangère de Mayotte fait de même pour la Grande Glorieuse. À Juan de Nova est également créée une station météorologique. En 1975, avec l'indépendance de l'archipel, le détachement de la Légion étrangère aux Comores se replie à Mayotte, seule île à demeurer française. Deux ans plus tard, l'indépendance de Djibouti vient à son tour remettre en question le maillage de points d'appuis et de projection sur la route entre mer Rouge et océan Indien. L'accord de défense signé avec le nouvel État permet à Paris de se maintenir sur place. Le Régiment Étranger est certes rapatrié en Corse mais la 13^e DBLE demeure sur place. Un détachement de l'armée de l'Air est également maintenu, ainsi que la base navale du Héron³⁰.

Dans la crise qui s'amorce entre la nouvelle république dirigée par Ali Soilih et Paris, une escadre vient d'ailleurs au large de Mayotte « montrer la force » au cours de l'été 1975. Stabilisé voire renforcé, le maillage régional permet à la France de projeter des unités lorsque cela lui paraît nécessaire dans des crises régionales. La France peut également afficher son soutien aux états de la région en cas de difficultés politiques. L'alternance politique de 1981 en France ne marque pas de rupture, pas plus dans l'océan Indien que sur les autres théâtres de la guerre froide. Après la tentative avortée d'un coup d'état du mercenaire Mike Hoare en novembre 1981, l'opération Sylvestre (composée du navire de transport le *Rhin* et deux avisos-escorteurs *Victor Schoelcher* et *Commandant Rivière*) se déploie et vient mouiller à Port-Victoria du 1^{er} au 19 janvier 1982. Les rapports avec le régime d'Ahmed Abdallah aux Comores évoluent également favorablement. Les coopérations militaires se renforcent avec les mercenaires de la GP. La formation des cadres aux Comores est assurée par la France : stages en France au Centre de Formation Interarmées du renseignement pour un officier, d'agent de police judiciaire (APJ) et d'officier de police judiciaire (OPJ) pour soldats et sous-officiers comoriens de la GP³¹.

La fin des années 1980 se caractérise par de nouvelles adaptations françaises en lien avec l'accélération des événements liés à la guerre froide. Du point de vue français, les réformes lancées par Mikhaïl Gorbatchev, comme les évolutions déjà amorcées par l'URSS, rendent le climat de Guerre froide moins prégnant. Après la recrudescence du trafic dans les années 1970, le contrôle du canal du Mozambique est devenu plus secondaire. L'ouest de l'océan Indien redevient un espace périphérique. Tirant bénéfice de la convention de Montego Bay en 1982, la France se satisfait de l'agrandissement des eaux territoriales et de son statut de puissance régionale. Ses rapports compliqués avec Madagascar ou les Seychelles sont plutôt en voie d'apaisement dans la seconde moitié des années 1980. Plus au nord, le maillage mis en place au milieu des années 1970 permet à la Marine de participer aux déploiements en mer d'Oman (1980-81, 1984, 1987-88)

³⁰ Jean-Marc BALENCIE, *La diplomatie navale française dans l'océan Indien (1967-1992) : vingt-cinq ans d'utilisation de la Marine nationale comme outil de politique étrangère*, thèse sous la direction de Philippe CHAPAL, Université de Grenoble-2, 1992, 1490 p.

³¹ Archives privées Bob Denard, carton 42, note dactylographiée, non datée et non signée intitulée « Les militaires français courtisent les mercenaires ».

avec ses alliés occidentaux pour protéger la « route des hydrocarbures »³². Les retombées médiatiques du soutien aux mercenaires aux Comores ne se justifient plus, d'où l'intervention de décembre 1989.

III) LE TEMPS GLOBAL DE GUERRE FROIDE : L'AFRIQUE DU SUD, LES COMORES ET LE MONDE

En réalité, le choix de Paris s'effectue en coopération étroite avec Pretoria. Les deux capitales ajustent leur politique à l'apaisement, en attendant la sortie, de la guerre froide. En réalité, toute la période s'articule autour d'une relation privilégiée entre l'Afrique du sud et la France à propos de l'ouest de l'océan Indien.

A. Géopolitique de l'Afrique du Sud sous embargo et océan Indien

Comme nous l'avons vu, la transition avec la décolonisation française en Afrique s'achève dans l'océan Indien avec la rupture entre Madagascar et Paris puis l'indépendance des Comores. L'installation des Américains à Diego-Garcia et le renouveau stratégique du canal du Mozambique montrent que la réorganisation du maillage militaire français s'inscrit dans le contexte de guerre froide dans l'océan Indien. Ce même contexte l'incite à travailler en bonne intelligence dans la zone avec Pretoria, également préoccupée de la poussée du communisme. En effet, la géographie de l'environnement régional de l'Afrique du Sud devient un sujet de préoccupation majeur pour Pretoria. La réorientation diplomatique et militaire de Didier Ratsiraka à Madagascar en est l'un des éléments. Toutefois, l'attention du régime de l'apartheid se focalise surtout sur la décolonisation de l'empire portugais après la Révolution des Œillets. En juin, l'indépendance du Mozambique est proclamée. Malgré les promesses faites aux Portugais, le Front de libération du Mozambique (FRELIMO) accapare immédiatement le pouvoir et s'aligne politiquement sur le bloc soviétique, en mettant en place un État socialiste.

La situation est semblable en Angola où le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) prend le contrôle de l'essentiel du pays, appuyé par les Cubains face aux autres partis (notamment l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola-UNITA)³³. L'Afrique du Sud qui se sent menacée sur toutes ses frontières mène donc sur ses périphéries une « guerre des frontières ». Après l'échec de son intervention armée, elle est obligée de s'en remettre à l'intervention indirecte de ses alliés occidentaux, notamment des Etats-Unis et de la France³⁴.

Sur son flanc oriental, l'Afrique du sud soutient l'opposition au Mozambique. Après le coup d'Etat aux Comores, Pretoria envisage une coopération renforcée avec les mercenaires de Bob Denard avec lesquels elle a eu l'occasion de travailler³⁵. Pour sa part, Bob Denard fait rapidement valoir aux Sud-Africains le potentiel des Comores dans la

³² Jean-Marc BALENCIE, *La diplomatie navale française dans l'océan Indien (1967-1992)*, op. cit., p. 773 et suivantes.

³³ Hélène D'ALMEIDA-TOPOR, *L'Afrique du XX^e siècle à nos jours*, Paris, A. Colin, 2010.

³⁴ Communication de Walter BRUYERE-OSTELLS, « Renseignement et mercenariat : les équipes françaises déployées en Angola en 1976 », colloque international *Le secret de l'État. L'étude du renseignement en France (XVII^e-XXI^e siècles) : recherches récentes et perspectives*, Paris-IV Centre des Archives nationales, 4-5 mars 2016.

³⁵ Par exemple dans l'approvisionnement d'armes aux sécessionnistes du Biafra (Journal de bord du Mi Cabo Verde, 1969, Archives privées Bob Denard, carton 74 ; voir également Joël CALMETTES, *Les guerres du Biafra 1964-1974*, thèse sous la direction d'Alya AGLAN, Université de Paris-I, en cours).

configuration géopolitique de l'Afrique australe. Outre la proximité politique avec la France, le positionnement stratégique dans le canal de Mozambique et d'autres atouts régionaux, sont autant d'avantages à la fois pour surveiller le trafic dans l'ouest de l'océan Indien à destination des états proches des communistes et pour travailler au détournement de l'embargo international qui s'est durci contre Pretoria. À partir de 1979, Pretoria devient ainsi contributeur direct au budget de fonctionnement de la GP. Indiquant que ce financement prend tout son sens dans la politique de protection de l'État sud-africain, 75 % de la somme allouée chaque année provient du ministère de la Défense et plus particulièrement des fonds des services secrets ; les 25 % restants sont pris sur le ministère des Affaires étrangères. En moyenne, le budget consacré par l'Afrique du Sud à la GP comorienne s'élève à environ un milliard de francs CFA (soit aujourd'hui environ 4,8 millions d'euros)³⁶.

Décidé par le Conseil de Sécurité en 1963, l'embargo sur les armes, munitions et matériel sensible à l'encontre du régime de l'apartheid ne devient effectif qu'en 1977. La pression de la communauté internationale pousse Pretoria à trouver des stratégies de contournement. L'une des principales passe par les Comores, sans doute en accord avec la France. Par l'entremise du représentant de la GP en Afrique du Sud, Freddy Thielemans, des Sud-Africains émettent des demandes à Moroni. Cette correspondance peut être identifiée grâce aux tampons « *Military Intelligence Service* » apposés sur les télex secrets et prioritaires en rapport avec ce détournement. Les hommes d'affaires ou membres des services secrets sud-africains reçoivent des passeports comoriens avec lesquels ils ne connaissent plus d'entrave pour se déplacer et négocier les contrats d'armements. Telle est l'une des contreparties pour abonder au budget de la garde présidentielle. Géré par l'Arm Scor, l'achat d'armes des Sud-Africains vise à approvisionner leur armée mais également en large partie à fournir ces matériels à l'UNITA en Angola ou à la RENAMO au Mozambique³⁷.

En raison de sa situation sur la scène internationale, Taïwan est une place privilégiée pour négocier des livraisons aux Sud-Africains. Depuis 1971, Pékin a remplacé les nationalistes comme instance reconnue par la communauté internationale à l'ONU. En 1979, l'ouverture de relations diplomatiques entre la Chine communiste et Washington est scellée lors de la rencontre entre Deng Xiaoping et Jimmy Carter. Ce dernier s'engage à ne conserver que des liens non officiels avec Taipei, ce qui isole encore davantage Taïwan. Dans ce contexte, les nationalistes chinois nouent des liens renforcés avec Pretoria. Désormais placées en marge de la communauté internationale, les deux états utilisent l'archipel des Comores comme plaque tournante. Organisées par Bob Denard, les négociations se déroulent souvent en Suisse : « Tout ce petit monde se promenait dans un minibus pour discuter en roulant dans les rues de Genève à l'abri des oreilles indiscretes »³⁸. Le mercenaire confirme d'ailleurs ces flux clandestins au cœur desquels se trouvent les Comores : « Si les Comores ont été une plaque tournante des activités de la République d'Afrique du Sud, elles l'ont été au travers de la garde présidentielle, et c'était, bien sûr, une contrepartie, une aide non négligeable dans

³⁶ Chiffre fourni par Bob Denard à Stéphane VAUTERIN, *L'archipel des Comores dans les relations internationales 1975-1989 : de l'indépendance à la dépendance*, mémoire de maîtrise, Université Aix-Marseille I, 1994, p. 160.

³⁷ Hennie VAN VUUREN, *Apartheid, Guns and Money : A Tale of Profit*, Cape Town, Jacania media, 2017.

³⁸ Alain JOURDAN, « Quand l'embargo sud-africain était détourné depuis Genève », *La Tribune de Genève*, 26 juin 2010 <http://archives.tdg.ch/geneve/actu/embargo-sud-africain-contoume-geneve-2010-06-25> consulté le 3 juin 2013.

certaines tractations de matériels sensibles, au moment de la guerre des Malouines, pour équiper l'UNITA et la RENAMO, via Hong-Kong et Taïwan »³⁹.

Le matériel peut transiter par Moroni. Parfois, la garde présidentielle assure ensuite elle-même la livraison aux combattants anticomunistes. Ainsi, en 1986 ou 1987, un cargo chargé de matériel militaire en provenance de Chine est convoyé jusqu'en Namibie. Une fois les armes débarquées, le cargo aurait été coulé au large. Ce système de transit par les Comores et la prise en main par les mercenaires français pour assurer la dernière partie du voyage dans la zone sensible de l'Afrique australe aurait été utilisée à plusieurs reprises. Les livraisons d'avions Dakota également achetés en Asie du sud-est par l'Armée de l'Air sud-africaine passent également par les Comores.

B. Afrique du Sud-France-Comores : une coopération sur le renseignement

Un second intérêt lie Pretoria à Moroni. Charles, commandant de la garde présidentielle obtient l'accord du président Abdallah en 1981 pour occuper un terrain à Itsoundra⁴⁰. Désormais qualifié de zone militaire, cet espace désormais sous le contrôle des mercenaires est destiné à accueillir une implantation militaire sud-africaine. Arrivés de Pretoria, une dizaine de spécialistes sud-africains de la cryptographie et des transmissions s'installent rapidement⁴¹. Après avoir été dans un premier temps intégrés à la GP sans en porter l'uniforme, ils adoptent finalement la tenue des cadres européens. Ces agents des services sud-africains captent les communications d'Angola et de Mozambique et transmettent les informations à Pretoria. Cette station joue ainsi un rôle éminent dans les opérations menées par l'Afrique du Sud au Mozambique. Les renseignements servent notamment les mouvements de la RENAMO contre le régime de Samora Machel et les parachutages des équipes commandos qui les forment ou « nomadisent » avec eux. Elle participe aussi du système qui permet d'alimenter en armes cette même RENAMO sans craindre une interception, notamment maritime⁴².

Pourtant, selon Bob Denard, l'intérêt de la base d'Itsoundra dépasse très largement la seule Afrique australe. Au-delà de son utilité face aux pouvoirs socialistes riverains du canal du Mozambique, elle s'inscrit également dans le cadre de la lutte anticomuniste sur un espace plus large, jusqu'au golfe de Guinée. En fait, elle est l'une des bases qui permettent un partage de renseignements entre le SDECE et l'armée sud-africaine pour réunir des informations sur tous les enjeux militaires dans la moitié sud du continent.

Toutefois, les intérêts de Paris et Pretoria peuvent diverger. A deux reprises, à la fin 1981 puis durant l'été 1982, les tentatives de coup d'état confiés à des mercenaires à l'encontre des Seychelles, sont orchestrées depuis Pretoria⁴³. Le président France-Albert

³⁹ *Mémo GP89/OPS 95* daté du 23 juin 1996, archives privées Bob Denard, carton 44. En 1994, dans l'entretien accordé à Stéphane VAUTERIN *Les Comores dans les relations internationales*, op. cit., p 162), il niait pourtant les faits qui sont corroborés par de nombreux témoins.

⁴⁰ Appelé commandant Charles aux Comores, il se nomme en réalité Roger Ghys. Né le 16 mars 1933 à Alleur en Belgique, il est sous-lieutenant dans les régiments mercenaires du Congo-Kinshasa et se distingue notamment à Kisangani en 1966. Il montre surtout des qualités d'officier d'administration. Sans contact avec les mercenaires français après 1967, il apprend le coup d'Etat de 1978 aux Comores à la télévision et reprend alors contact avec Bob Denard. Il succède à Jean-Louis Millote en septembre 1979 à la tête de la garde présidentielle et conserve ce poste jusqu'en 1987.

⁴¹ *Mémo GP89/OPS 95* daté du 23 juin 1996, Archives privées Bob Denard, carton 44.

⁴² Voir ci-dessus.

⁴³ Kevin SHILLINGTON, *Albert René : The Father of Modern Seychelles. A biography*, London, Apollo Books, 2014

René a désormais de meilleures relations avec Paris qui déploie une escadre pour rappeler à tous sa protection du régime. Si Mike Hoare est à la tête de l'opération de déstabilisation du président René, la possibilité de la confier à Bob Denard a également été envisagée⁴⁴. Cette réflexion est un signe de l'influence croissante et désormais prédominante des Sud-Africains auprès des mercenaires de la GP. Ce glissement vers une loyauté autre qu'envers Paris pousse la France à envisager le remplacement de Bob Denard par l'un de ses lieutenants qui serait ainsi mieux tenu en main par Paris et/ou celui d'Ahmed Abdallah par l'opposant Mohamed Taki : « Il ne semble pas qu'une suite ait été donnée. En revanche, avant cette époque, il est notoire que, par l'entremise de son épouse, Mohamed Taki entretenait des relations suivies avec des gaullistes membres de la franc-maçonnerie »⁴⁵. Deux membres de la GP, Servadac et Patrick Ollivier, soupçonnés de travailler à écarter Denard sont renvoyés en 1988.

Toutefois, les intérêts de Paris et de Pretoria convergent à nouveau en 1988-1989 à propos des relations à entretenir avec les mercenaires installés aux Comores. Comme nous l'avons évoqué, Paris s'inquiète de la mauvaise presse de la GP. Pour sa part, l'Afrique du Sud est en pleine mutation. En réalité, depuis l'accession au pouvoir en 1979 de Pieter Botha, des assouplissements sur l'apartheid s'accomplissent lentement face aux contestations à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Malgré les stratégies de contournement de l'embargo, l'isolement diplomatique de l'Afrique du Sud pèse fortement sur les élites blanches. Comme Paris, Pretoria note l'évolution politique impulsée par Mikhaïl Gorbatchev en URSS et recherche une paix de compromis avec ses voisins. Le 7 septembre 1988, un accord est conclu avec l'Angola et le Mozambique. L'Afrique du Sud s'engage à retirer de son soutien à l'UNITA en Angola et à entamer un processus de négociations pour l'indépendance de la Namibie⁴⁶. L'accord ouvre la voie à une normalisation des rapports diplomatiques et militaires en Afrique australe. La France a largement travaillé à la mise en œuvre de cette dynamique de paix régionale. Pretoria sait gré à l'intense activité du Quai d'Orsay pour obtenir ce résultat. Dans les mois qui suivent, la France dont la posture est toujours de condamner l'apartheid, reprend officiellement ses relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud.

Désormais dans une dynamique de respectabilité, Pretoria cherche à donner des gages de sa volonté d'avancer vers la sortie de l'apartheid. Depuis près d'un an, le transfert de la gestion financière de la GP du ministère de la Défense vers le ministère des Affaires étrangères s'est traduit par une baisse significative des moyens alloués aux mercenaires. L'Afrique du Sud souhaite désormais donner des gages à son partenaire français et ne pas avoir à souffrir sur ce point de ses arrangements avec les mercenaires aux Comores. La tacite collaboration entre les deux pays se met en place en novembre 1989 pour asphyxier financièrement la GP et favoriser une transition pacifique du pouvoir dans l'archipel grâce à leur départ. Finalement, la mort d'Ahmed Abdallah et l'opération Oside précipite les événements mais un rapport interne de la GP explique

⁴⁴ Archives privées Bob Denard, carton 29, dossier dactylographié *Opération Margareth : rapport de la mission effectuée en juillet 1980* de 14 pages avec cartes et photos prises aux Seychelles.

⁴⁵ Archives privées Bob Denard, carton 44, lettre du lieutenant Suresnes du 29 décembre 1987 à Bob Denard.

⁴⁶ Ancienne colonie allemande, le Sud-ouest africain est placée par la Société des Nations sous mandat sud-africain. A la création de l'ONU, le mandat est contesté mais le contentieux dure jusqu'un arrêt de la Cour internationale de justice qui déclare le mandat sud-africain illégal en 1971. Mais Pretoria refuse de reconnaître l'indépendance du Sud-ouest africain ou Namibie. Malgré des réformes comme l'abandon en Namibie de l'apartheid et des négociations entamées dès la fin des années 1970, la Namibie n'obtient son indépendance qu'en 1990.

quelques jours plus tôt : « Il y a un an, ils [les Sud-Africains] avaient déjà décidé d'affaiblir et de purger la GP de ses officiers expatriés à la demande du président Abdallah qui avait fait la même demande à la France. A ce moment-là, la France et la RSA travaillant séparément ont entrepris de résoudre le problème »⁴⁷.

1/ Memo GP 89/OPS 95 = 23/ juin / 96

La garde présidentielle a été créée en septembre 1979 elle est issue de l'OPS ~~Présidentielle~~ du 13 Mai 78 et du Statut des Forces Armées Reconstituées et votée par l'Assemblée Fédérale. Créant :

- Les FORCES ARMÉES COMORIENNES = FAC
- Les Forces de Gendarmerie = FGD
- La Garde Présidentielle = GP.

Il est stipulé dans le décret que les officiers de la GP sont de Nationalité Comoriennes et d'officiers servant à titre étranger.

Les officiers de la FAC et de la FGD sont recrutés par des officiers Comoriens et par des Coopération Militaire servant à titre de Conseillers Français.

La GP a bénéficié au même titre que la FAC et la FGD de Stages en France, pour la Formation des cadres. C'est aussi que des officiers étrangers en Mapute Français ont été faire des Stages en France pour la Sécurité rapprochée et pour les services de renseignement.

également pour des Stages aux Etats Unis et en Afrique du Sud Stages PARA, Formation Technique Divers, Assistance logistique etc.

**Notes manuscrites sur la chute de la garde présidentielle
(archives privées Bob Denard)**

⁴⁷ Archives privées Bob Denard, carton 42, rapport sur la situation de la GP, 22 novembre 1989.

En effet, Paris s'appuie de son côté sur le rapport du capitaine Barril, venu inspecter la GP en septembre. L'ancien chef du GIGN qui a quitté ses fonctions auprès de François Mitterrand à l'Elysée préconise la dissolution de la GP et l'intégration de ses membres comoriens dans la gendarmerie. Les cadres européens qui sont alors une trentaine devraient quitter les Comores. La mesure doit prendre effet au 31 décembre au plus tard et le durcissement de Pretoria sur l'abondement du budget de la GP doit avoir un effet suffisamment incitatif pour que les mercenaires respectent cette mise en demeure.

Pour conclure, on observe que le « temps local » de la présidence d'Ahmed Abdallah et de sa GP composée de mercenaires se décompose dans une chronologie en trois temps. Dans un premier temps, après la décolonisation mal maîtrisée par Paris lors de la présidence d'Ali Soilih, l'approche indirecte que constitue l'emploi de Bob Denard et de ses hommes permet de rétablir un régime offrant plus de garantie à Paris et au monde occidental en la personne d'Ahmed Abdallah. En effet, la France révisé l'intérêt stratégique de l'ouest de l'océan Indien à la hausse et cherche à s'y redéployer après la perte de son appui de Diego-Suarez. Dans le contexte du retrait britannique et de poussée communiste, elle cherche à mieux assurer son maillage entre La Réunion et Djibouti où elle a réussi à se maintenir, notamment pour la route des hydrocarbures qui passe alors par le canal de Mozambique. Fort d'un soutien de plus en plus marqué de la France dans la première moitié des années 1980, les Comores développent une politique propre. Le régime se durcit et se rapproche de plus en plus de l'Afrique du sud en butte à ce qu'elle perçoit comme des menaces directes sur ses frontières (Angola, Mozambique). Cette période se caractérise par un triangle France-Afrique du sud-Comores autour du renseignement et du détournement de l'embargo qui pèse sur Pretoria. L'ouest de l'océan Indien est au cœur des relations entre Paris et Pretoria. Dans un troisième temps « local », le régime d'Ahmed Abdallah s'érode face aux demandes de pluralisme politique. Les mercenaires sont affaiblis, d'autant que le temps global de la guerre froide joue en leur défaveur. La France a trouvé un maillage militaire satisfaisant dans l'océan Indien et elle est désormais reconnue comme une puissance régionale. Les enjeux stratégiques sont moindres pour elle, tandis que l'Afrique du Sud amorcé sa sortie de l'apartheid. L'ouest de l'océan Indien redevient plus périphérique. Le maintien des mercenaires aux Comores présente plus d'inconvénients que d'avantages. S'ouvre l'après guerre froide, un nouveau « temps global » dans lequel l'Afrique du sud se concentre sur la construction d'une société multiculturelle et sur son développement économique dans la mondialisation. Souffrant désormais de peu de contestation, la présence française dans l'océan Indien se traduit par la nécessité de contrôler et de valoriser l'immense domaine maritime qui est le sien. Sa géographie militaire stabilisée, Paris cherche surtout à s'inscrire dans un cadre régional de gouvernance.